

CANADA

FICHE PAYS ISSUE DU SONDAGE

« LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT »¹



[CONSULTER LE RAPPORT](#)



QUE DÉCLARENT LES PERSONNES INTERROGÉES AU CANADA AU SUJET DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ?

- ➔ Les personnes interrogées au Canada considèrent généralement que l'égalité des sexes est importante. **82 % des femmes et 69 % des hommes interrogés déclarent que l'égalité des sexes leur est « importante » personnellement.** Seuls 6 % des personnes interrogées déclarent que l'égalité des sexes leur est « peu ou pas importante » personnellement.
- ➔ De manière générale, l'égalité des sexes au Canada est perçue comme ayant progressé au cours des 25 dernières années. 54 % des femmes et 67 % des hommes interrogés pensent que l'égalité des sexes a progressé au cours de cette période. Cependant, **33 % des femmes et 20 % des hommes interrogés pensent que la situation est « plus ou moins identique » qu'il y a 25 ans.** Les personnes interrogées qui s'identifient comme non-blanches sont presque trois fois plus nombreuses (14 %) que celles qui s'identifient comme blanches (5 %) à penser que l'égalité des sexes s'est dégradée dans le pays au cours des 25 dernières années.³
- ➔ **53 % des personnes interrogées au Canada pensent que le gouvernement « devrait en faire plus » pour promouvoir l'égalité des sexes,** dont 59 % des femmes interrogées et 46 % des hommes interrogés. La demande d'action est plus forte parmi les personnes interrogées jeunes, avec 71 % des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans qui pensent que leur gouvernement « devrait en faire plus ».
- ➔ **Pour faire progresser l'égalité des sexes au Canada, 42 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement devrait « réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et mettre fin aux discriminations envers les femmes ».** 28 % des personnes interrogées pensent également que le gouvernement devrait « concentrer les efforts sur les femmes marginalisées pour ne laisser personne

¹ Cette fiche pays reprend les résultats d'une enquête sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes au Canada. Ce travail est codirigé par Focus 2030 et Women Deliver. L'enquête a été réalisée au moyen d'un sondage en ligne, mené par Deltapoll, dans 17 pays. Environ un millier de personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le dernier vote aux élections nationales (le cas échéant), l'origine ethnique (le cas échéant), le statut de migrant et la région de résidence. Au Canada, 1 006 personnes ont été interrogées, dont 505 femmes, 499 hommes et 2 personnes qui se sont identifiées « d'une autre manière ». Parmi les 1 006 personnes interrogées, 123 étaient âgées de 18 à 24 ans, 330 étaient âgées de 25 à 44 ans, 299 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 254 étaient âgées de 60 ans ou plus. Veuillez consulter www.focus2030.org et www.womendeliver.org pour plus d'informations.

² Le texte en italique et les citations reflètent les options de réponse au sondage présentées aux personnes interrogées.

³ Reconnaissant que les filles et les femmes appartenant à des minorités ethniques sont souvent touchées de manière disproportionnée par les inégalités entre les sexes, l'enquête a recueilli des informations sur l'auto-identification des Canadiens interrogés à des groupes ethniques particuliers (Arabes, Noirs, Chinois, Philippines, Japonais, Coréens, Latino-américains, Asiatiques du Sud-Est, Asiatiques de l'Ouest, Blancs et autres). Toutefois, les données n'étaient pas statistiquement significatives et ont été agrégées en deux catégories analytiques plus larges : les personnes interrogées blanches et non-blanches.

de côté », et 27 % souhaiteraient que le gouvernement « *évalue régulièrement les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes* ».

- ➔ Interrogés sur les principales raisons pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes au Canada, **40 % des femmes et 25 % des hommes interrogés pensent que c'est « parce que les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés ne sont pas partagés de manière égale entre les hommes et les femmes »**. 33 % des personnes interrogées pensent également que c'est « *parce que les femmes et les hommes ont des opportunités d'emploi différentes* ».



VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

- ➔ « **Mettre fin à la violence faite aux femmes** » est la **priorité absolue**, puisque 26 % des personnes interrogées choisissent ce domaine comme le plus important sur lequel le gouvernement devrait se concentrer pour améliorer l'égalité des sexes. Et 59 % d'entre eux classent la violence basée sur le genre parmi les trois priorités principales.
- ➔ Parmi les actions proposées pour lutter contre la violence basée sur le genre, **61 % des personnes interrogées au Canada pensent que le gouvernement devrait « renforcer la poursuite judiciaire des [auteurs de] crimes sexuels et des agressions envers les femmes », et 40 % pensent que le gouvernement devrait « financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences »**.
- ➔ Au Canada, **58 % des femmes interrogées (et 82 % des femmes âgées de 18 à 24 ans) se sentent menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé, d'agression ou de harcèlement à un endroit ou à un autre**. L'endroit le plus fréquent est dans des « lieux publics », où 42 % des femmes interrogées se sentent en danger, ou connaissent quelqu'un qui se sent en danger, d'agression ou de harcèlement, suivi de 26 % qui se sentent en danger « en ligne », et 15 % se sentent menacées sur leur « lieu de travail ou d'études ». **12 % des femmes interrogées au Canada se sentent en danger, ou connaissent quelqu'un qui se sent en danger, d'agression ou de harcèlement « à la maison »**.
- ➔ 71 % des personnes interrogées pensent que c'est « *inacceptable* » que les femmes « *doivent toujours obéir à leur partenaire* ». 76 % des personnes interrogées pensent qu'il est « *acceptable* » que les femmes « *puissent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire* » (7 % pensent que c'est « *inacceptable* »). 81 % pensent qu'il est « *inacceptable* » de « *siffler une femme dans la rue ou de toucher une femme sans son consentement* ». 66 % des personnes interrogées pensent qu'il est « *inacceptable* » de « *raconter ou partager une blague sexiste au sujet d'une femme avec des amis ou sur les réseaux sociaux* ».



JUSTICE ÉCONOMIQUE ET DROITS ÉCONOMIQUES

- ➔ **La réalisation de la justice économique et des droits économiques arrive en seconde position, de près** (et c'est la principale priorité chez les femmes interrogées), puisque 24 % des personnes interrogées au Canada classent « *favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété* » comme la principale priorité sur laquelle le gouvernement devrait se concentrer pour améliorer l'égalité des sexes dans le pays. 61 % des personnes interrogées pensent que la justice économique pour les femmes fait partie des trois problèmes les plus importants.
- ➔ Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leur pouvoir de décision, **le soutien le plus important pour l'action gouvernementale parmi les personnes interrogées au Canada est manifesté pour « atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes », 54 % des femmes et 45 % des hommes choisissant cette option.** La deuxième action la plus populaire est « *empêcher la violence et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail* », avec 39 % des personnes interrogées qui y sont favorables. Sur les huit options proposées, seuls 4 % des personnes interrogées au Canada pensent que le gouvernement « *ne devrait pas élargir les opportunités économiques des femmes* ».
- ➔ **20 % des femmes interrogées au Canada ont déjà fait l'expérience de « ne pas avoir été autant payées » que leurs collègues masculins** sur leur lieu de travail. Cela monte à 26 % chez les femmes interrogées âgées de 45 à 59 ans. En outre, **18 % des femmes interrogées indiquent qu'elles « n'ont pas eu accès aux mêmes opportunités de promotions » que leurs collègues de sexe masculin.** 10 % des femmes interrogées « *n'ont pas reçu ou ne recevront pas le même héritage* » que leurs proches de sexe masculin, et 9 % « *ont rencontré plus de difficultés pour avoir accès à l'éducation et à une formation professionnelle* » que leurs proches de sexe masculin. 12 % des femmes interrogées au Canada, et 18 % de celles âgées de 18 à 24 ans, déclarent que leur « *liberté de mouvement a été restreinte* » contre leur volonté par des membres de leur famille ou leur partenaire.
- ➔ 18 % des personnes interrogées au Canada pensent qu'il est « *inacceptable* » que « *les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail* », tandis que 8 % pensent que c'est « *acceptable* ». De plus, 70 % des personnes interrogées pensent qu'il est « *inacceptable* » de « *demander à une femme pendant un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants* », tandis que 13 % d'entre elles pensent que c'est « *acceptable* ». De même, 62 % des personnes interrogées considèrent qu'il est « *inacceptable* » de « *laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées* ». Il existe une différence d'opinion entre les sexes sur tous les points ci-dessus, les hommes trouvant ces actions nettement plus acceptables que les femmes.
- ➔ Pendant la pandémie de Covid-19, 41 % des femmes interrogées au Canada déclarent que leur « *temps consacré aux tâches ménagères a augmenté* » (32 % des hommes interrogés indiquent la même chose). 19 % des femmes interrogées déclarent également que leur « *temps consacré à la prise en charge des autres a augmenté* ». 17 % des femmes interrogées « *n'ont pas pu effectuer autant d'heures de travail rémunéré que ce qu'elles auraient pu faire en temps normal* », ce chiffre passant à 25 % chez celles âgées de 18 à 24 ans.



MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

- ➔ **Les mouvements et le leadership féministes est la troisième question la plus prioritaire**, puisque 12 % des personnes interrogées choisissent « *accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux* » comme premier domaine sur lequel leur gouvernement devrait se concentrer. 46 % des personnes interrogées déclarent que les mouvements et le leadership féministes est une des trois principales priorités. Pour les hommes non-blancs interrogés, l'amélioration de la participation et du leadership des femmes est le domaine le plus important (57 %).
- ➔ **L'action la plus populaire pour promouvoir l'action et le leadership féministes est de « soutenir la participation et la capacité des femmes à prendre des responsabilités politiques »** (35 %). 33 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « *assurer une représentation égale des femmes en politique* », et 29 % souhaitent que le gouvernement « *assure une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises* ».
- ➔ 41 % des personnes interrogées pensent que l'imposition de quotas par sexe est « *une bonne manière de faire avancer l'égalité des sexes au Canada* », tandis que 26 % pensent que ce n'est pas le cas. Les femmes (49 %) soutiennent davantage cette mesure que les hommes (33 %), et les jeunes (60 % des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans) sont plus favorables aux quotas par sexe que les personnes les plus âgées (36 % de celles âgées de 60 ans et plus), mais le soutien est plus important que l'opposition à tous les âges.



LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

- ➔ **Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes est la quatrième priorité la plus souvent citée**, avec 7 % des personnes interrogées choisissant « *investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques* » comme principale priorité sur laquelle leur gouvernement devrait se concentrer. 32 % des personnes interrogées considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ Afin de promouvoir l'utilisation de la technologie et de l'innovation pour parvenir à l'égalité des sexes, **50 % des personnes interrogées souhaitent que le gouvernement « procure des opportunités équivalentes aux jeunes filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques »**. Les deuxième et troisième actions gouvernementales les plus populaires dans ce domaine sont « *lutter contre les obstacles qui empêchent les jeunes filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer* » (38 %) et « *augmenter la sécurité des espaces numériques pour les jeunes filles et les femmes* » (37 %). 9 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement ne devrait appliquer aucune des politiques suggérées et ne devrait « *pas promouvoir l'utilisation de la technologie et l'innovation pour l'égalité des sexes* ».



DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET LA SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

- ➔ **Le droit à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs est le cinquième domaine le plus prioritaire**, 9 % des personnes interrogées déclarant que « *permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école* » devrait être la principale priorité de l'action gouvernementale. 29 % des personnes interrogées considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ Afin d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des femmes, **les actions les plus populaires que le gouvernement devrait « accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école » (35 %), « accroître l'accès aux services de santé sexuelle » (34 %), et « accroître l'accès à la contraception et aux solutions de planning familial » (31 %)**. 6 % des personnes interrogées pensent que leur gouvernement ne devrait appliquer aucune des politiques suggérées et ne devrait « *pas accroître les droits des femmes à une santé sexuelle et reproductive* ».
- ➔ **10 % des femmes interrogées au Canada déclarent avoir déjà rencontré « des difficultés pour avoir accès à leur méthode de contraception privilégiée »**, et 3 % ont rencontré « *des difficultés pour avoir accès à l'avortement et à des soins post-avortement* ».



ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

- ➔ **L'action des femmes en faveur de la justice climatique est le sixième domaine le plus prioritaire**, puisque 4 % des personnes interrogées choisissent « *promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique* » comme principale priorité de l'action gouvernementale. 17 % des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit d'un des trois principaux domaines d'action du gouvernement.
- ➔ Afin de soutenir l'action des femmes pour répondre au changement climatique au Canada, 43 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « *promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique* », et 36 % souhaitent que le gouvernement « *accroisse la participation des jeunes filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique* ». 15 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement ne devrait mettre en œuvre aucune des mesures suggérées.



FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

- ➔ **53 % des personnes interrogées au Canada, et 60 % des femmes interrogées, pensent que leur gouvernement « devrait augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes au Canada »**, alors que 13 % ne sont pas d'accord. Cette mesure est particulièrement populaire parmi les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans (78 %, contre 49 % des personnes interrogées âgées de 25 ans et plus.)

- ➔ 44 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement canadien devrait « *augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier* », tandis que 19 % ne sont pas d'accord. Le soutien pour des investissements plus importants en faveur de l'égalité des sexes à l'étranger est plus prononcé chez les jeunes personnes interrogées, avec 66 % de celles âgées de 18 à 24 qui sont pour, contre 36 % des personnes âgées de 45 ans et plus.
- ➔ 51 % des personnes interrogées au Canada considèrent que parvenir à l'égalité des sexes est « *essentiel pour mettre fin à la pauvreté* » dans tous les pays. Seuls 16 % des personnes interrogées ne sont pas d'accord.



QUELLES MESURES LES PERSONNES INTERROGÉES AU CANADA SONT-ELLES PRÊTES À PRENDRE ?

- ➔ Pour encourager les décideurs politiques à lutter contre les inégalités hommes-femmes dans le monde entier, **38 % des personnes interrogées au Canada seraient prêtes à « voter aux élections en faveur d'un(e) candidat(e) engagé(e) en faveur de l'égalité des sexes »**. 35 % pourraient « *signer une pétition* ». 23 % des personnes interrogées seraient prêtes à « *acheter ou boycotter des produits issus d'entreprises en fonction de leurs points de vue sur l'égalité des sexes* », et 14 % d'entre elles à « *participer à une manifestation ou rejoindre un mouvement social* ».



IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

- ➔ Les personnes interrogées au Canada « *sont d'accord* » (81 % d'accord, 3 % pas d'accord) que « *les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance après l'épidémie de Covid-19* ».
- ➔ Une majorité de personnes interrogées (62 %) pensent que la réponse du gouvernement canadien pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 a répondu de la même manière aux besoins des femmes et des hommes, mais 23 % pensent que « *les inégalités femmes-hommes vont s'accroître en raison de l'épidémie de Covid-19* ».
- ➔ L'impact émotionnel du Covid-19 semble toucher davantage les femmes que les hommes au Canada. 38 % des femmes interrogées, contre 24 % des hommes, déclarent avoir « *souffert de stress émotionnel ou de problèmes psychologiques* » au cours de la pandémie. Parmi les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans, 50 % ont souffert de stress ou de problèmes psychologiques.